

Chris Burggraeve "Le Fonds Prince Albert va envoyer deux fois plus de jeunes à l'étranger"



L'ECHO - 04 Apr. 2015
Pagina 22

"Si leurs débuts sont relativement aisés à financer, les jeunes entreprises doivent se tourner plus rapidement qu'avant vers l'étranger. C'est vers elles que nous devons orienter l'action du Fonds."

Le Fonds Prince Albert envoie depuis trente ans de jeunes diplômés belges en mission pour des entreprises à l'étranger. L'objectif est de parfaire leur formation en les confrontant aux réalités des marchés loin de leurs bases. Les jeunes lauréats sont sélectionnés parmi les candidats, puis amenés à choisir un projet concret, à développer hors d'Europe pour le compte d'une entreprise belge. Le Fonds vient de se doter d'un nouveau président, Chris Burggraeve.

Cet expert en marketing a travaillé à la direction de Procter & Gamble Benelux, de The Coca-Cola Company Europe et d'AB InBev avant de voler de ses propres ailes comme investisseur, consultant et enseignant. Chris Burggraeve succède à Julien Dewilde à la présidence. Comme pour y fêter son entrée, il a concocté un plan "deux point zéro" pour le Fonds. Explications...

Pourquoi avez-vous accepté de prendre la présidence du Fonds Prince Albert?

Le Fonds m'a aidé à me lancer il y a vingt-cinq ans. J'ai eu la chance d'obtenir une bourse en 1989: cela a été le vrai début non seulement de ma carrière, mais aussi de ma vie internationale. C'est une manière de rendre au Fonds un peu de ce qu'il m'a apporté, de lui dire "merci".

C'est aujourd'hui à ma génération de prendre ses responsabilités au bénéfice des générations suivantes. J'y vois aussi une opportunité de pouvoir servir et aider. J'ajoute que quatre autres alumni du Fonds m'ont rejoint au comité et m'y épaulent et que, via les quatre groupes de travail mis en place, nous mobilisons également d'autres anciens lauréats du Fonds.

Êtes-vous le premier alumni à présider le Fonds?

Oui. C'est Luc Tayart de Borms, l'administrateur délégué de la Fondation Roi Baudouin, qui a initié la chose en interpellant les 362 anciens lauréats du Fonds et en leur suggérant qu'il était temps qu'ils prennent leur destin en mains. Pour moi, c'était difficile de présider le Fonds depuis New York, où je réside, mais j'ai dit que j'acceptais de relever le défi si d'autres alumni collaboraient avec moi pour réévaluer l'action du Fonds et mener une réflexion sur son devenir. Ce qui a été fait.

À l'issue de cette réflexion, nous avons rédigé un plan, que nous avons soumis au comité de gestion présidé par Julien Dewilde. Ils nous ont donné le feu vert pour ouvrir un nouveau chapitre du Fonds Prince Albert, le plan "PAF 2.0" qui doit nous guider pour les quinze prochaines années.

Quelles sont les grandes lignes du plan?

Il se subdivise en trois axes qui répondent à trois questions. Un: qui sont les bénéficiaires du Fonds? Son objectif consiste à permettre à de jeunes diplômés à haut potentiel de se développer. On s'adresse aujourd'hui aux jeunes nés en 1990 et après: ils ont grandi dans les technologies, le monde digital, les programmes Erasmus... Leur profil est très différent de celui des jeunes à qui s'adressait le Fonds en 1984.

Deux: les entreprises ont évolué elles aussi. Les grandes banques belges ont disparu, de nouvelles entreprises sont apparues et certaines parmi les petites sont devenues grandes, telles Barco, Umicore... Sans compter les starters, et les sociétés de hautes technologies ou les incubateurs, que nous connaissons mal et qui ne nous connaissent pas.

Trois, La Belgique a également évolué: il y a eu la régionalisation, les réformes de l'État... Ces trois constats ont guidé la rédaction du plan PAF 2.0. On conserve telle quelle la raison d'être du Fonds: elle est toujours opportune, comme elle l'était lorsque Daniel Janssen et Michel Didisheim ont créé le Fonds. Ils avaient fait œuvre de visionnaires en prévoyant que la globalisation qui s'annonçait aurait un grand impact sur la Belgique, même s'ils ne savaient pas quel impact ce serait. Leur souci était de préparer le pays à ce monde nouveau. À l'époque, les entreprises pensaient qu'il fallait envoyer des "cheveux gris" à l'étranger, des gens d'expérience et pas des jeunes car c'aurait été trop risqué.

Les créateurs du Fonds ont pris le pari inverse, celui de la jeunesse. C'était révolutionnaire. Aujourd'hui, on continue à parier sur la jeunesse. La globalisation se poursuit et l'on a besoin de davantage de jeunes pour nous y préparer. Notre pays a la taille d'un Etat-cité, il est comparable à New York ou à une ville chinoise moyenne. Si l'on veut préserver notre bien-être à l'avenir, il faut disposer de jeunes à même de gérer le monde de demain. Le Fonds va continuer d'y contribuer en envoyant plus de jeunes qu'avant pour aider les entreprises à se développer dans ce monde global. Il va aussi davantage mettre l'accent sur les petites et moyennes entreprises.

On trouve relativement aisément de l'argent pour investir dans de nouvelles entreprises, mais, une fois que celles-ci ont été constituées, elles doivent croître plus rapidement qu'avant, réaliser plus vite des économies d'échelle. Elles doivent donc se tourner plus vite qu'avant vers l'étranger. C'est vers elles qu'on doit orienter notre action.

Comment résumer les trois axes de votre action désormais?

Ce sont les réponses aux trois questions: pourquoi? comment? et qui? Le "pourquoi" reste le même: la raison d'être du Fonds ne change pas. Nous allons optimiser le "comment" (la sélection et l'accompagnement des candidats) en rafraîchissant nos procédures, depuis la communication jusqu'aux contrats avec les entreprises hôtes et au suivi des contacts à l'étranger.

Mais le grand changement aura lieu au niveau du "qui": nous allons doubler le nombre de lauréats envoyés à l'étranger. Concrètement, nous avons pour ambition d'envoyer 350 jeunes à potentiel à l'étranger au cours des quinze prochaines années, alors que nous en avons envoyé 362 sur les trente dernières années. On passera de onze à vingt-deux lauréats par an.

Il faudra financer ce doublement du nombre de jeunes boursiers...

Oui. Jusqu'ici, le Fonds bénéficiait des intérêts générés par un don effectué par plusieurs entreprises et institutions, ainsi que des contributions des entreprises. On a refait notre plan financier. Conclusion: il faut retourner au marché pour augmenter la capacité financière du Fonds. Nous voulons lever 2,5 millions d'euros, de quoi financer cent bourses à 25.000 euros.

Certains alumni ont déjà apporté de quoi en financer une dizaine. J'ai par exemple rencontré récemment, à New York, le CEO du Pain Quotidien Vincent Herbert, un alumni de l'édition 1989. Je lui ai expliqué notre programme et il a décidé d'y participer parce que sa carrière internationale a commencé grâce au Fonds. " Je n'aurais sans doute pas été ici à New York sans le Fonds ", m'a-t-il dit. C'est valable pour moi aussi. On est nombreux dans ce cas.

Enverrez-vous vingt-deux lauréats outre-mer dès cette année-ci?

Non, nous allons suivre une courbe ascendante cette année et l'an prochain, de manière à y arriver progressivement sans perdre en qualité, aussi bien en termes de projets que de candidats.

Parmi les entreprises hôtes, allez-vous cibler les start-up?

Nous voulons être plus présents dans le monde de l'entrepreneuriat. Notre mission n'est pas d'aider les start-up. Mais quand de jeunes entreprises décident d'aller à l'étranger, elles ont généralement besoin de deux choses: de l'argent et du talent. Nous pouvons leur offrir du talent.

Mais comment vous y prendre pour toucher ces petites entreprises?

Il nous faut à la fois des petites et des grandes entreprises. On continuera de collaborer avec les grandes entreprises pour trouver des places de stage, mais en garantissant que ce soient des places à continu entrepreneurial. Le but n'est pas d'envoyer un jeune derrière un bureau en Chine ou aux Etats-Unis. Il faut des postes où nos lauréats puissent développer leur leadership personnel. Pour les petites entreprises, notre rôle s'inverse: il s'agit là de s'assurer que l'employeur ne laisse pas le lauréat trop seul à l'étranger, et qu'il lui apporte suffisamment de soutien.

Y aura-t-il désormais autant de grandes que de petites entreprises hôtes?

On cherchera le bon équilibre dans le portefeuille d'opportunités qu'on proposera aux lauréats, mais au final, ce seront eux qui décideront.

Avez-vous fixé une limite de taille aux petites entreprises intéressées?

Il faut que l'entreprise participante ait la possibilité de soutenir un lauréat dans la réalisation d'un projet concret hors d'Europe. Cela suppose qu'elle dispose déjà de certains moyens et d'une certaine envergure. Cela peut être une PME de dix personnes, par exemple, pourvu qu'elle ait un plan bien défini. L'essentiel est que le projet soit suffisamment abouti, sans quoi, après trois mois à l'étranger le lauréat pourrait se retrouver brusquement sans plus de mission à accomplir.

Comment l'entreprise hôte contribue-t-elle financièrement?

Elle paie le transport et le logement du lauréat, ainsi que des frais de participation.

Quels secteurs ont été les plus représentés jusqu'ici dans les missions menées à bien par les lauréats?

Tous les secteurs sont représentés. C'est une coupe transversale de l'activité économique belge.

Propos recueillis par

Michel Lauwers

CV express

Chris Burggraeve

Après vingt-trois ans de carrière dans de grandes entreprises, dont cinq ans à la direction du marketing du brasseur AB-InBev, Chris Burggraeve a décidé de prendre du recul à l'automne 2012. Depuis, il partage son temps entre quatre activités, auxquelles il s'adonne par passion. Il est à la fois investisseur, consultant, enseignant et dirigeant d'organisations non gouvernementales.

Dans son costume d'investisseur, il a placé des billes dans une dizaine de start-up aux Etats-Unis, en Belgique et en Turquie. Il privilégie celles aux stratégies disruptives ou de rupture. C'est par exemple Seabird, une nouvelle compagnie aérienne turque qui n'utilise que des hydravions.

Le consultant qu'il est aussi a créé son cabinet à New York, Vicomte. Il conseille des fonds de private equity ou familiaux en stratégie et marketing. Verlinvest, le holding de diversification de certains actionnaires d'AB InBev, fait partie de ses clients.

Il utilise le savoir glané dans ses différentes fonctions pour nourrir son programme d'enseignement à la NYU Stern, une célèbre école de commerce à New York. Il y professe "une combinaison de marketing, d'entrepreneuriat et de finance", dit-il.

Versant ONG, il préside depuis 2013 la Chambre de commerce belgo-américaine à New York et, désormais, le Fonds Prince Albert. M.Lw.

MICHEL LAUWERS

Copyright © 2015 Mediafin. Alle rechten voorbehouden